Evolution

—DES—

PARTIS

PAR

ANATOLE

QUEBEC
L'IMPRIMERIE NATIONALE
1920

Evolution

— DES —

PARTIS

PAR

ANATOLE

QUEBEC
L'IMPRIMERIE NATIONALE
1920

Evolution

— DES —

PARTIS

Evolution des Partis

Existe-t-il seulement un bon parti?

Si l'on est d'un parti, cela veut dire que l'on a pris parti. Autant avouer qu'on est de parti pris, — le pire des partis.

De l'"Illustration".
(29 novembre 1919).

..... il faut que vous sachiez que, depuis plus de soixante et dix lunes, il y a eu deux partis opposés dans cet empire, sous les noms de "Tramecksan" et de "Slameksan, termes empruntés des *hauts et bas talons* de leurs souliers, par lesquels ils se distinguent...

Sa Majesté a résolu de ne se servir que des *bas talons* dans l'administration du gouvernement et dans toutes les charges qui sont à la disposition de la couronne.....

..... tout le monde convient que la manière primitive de casser les oeufs avant que nous les mangions est de les casser au gros bout; mais l'aïeul de Sa Majesté régnante, pendant qu'il était enfant, sur le point de manger un oeuf, eut le malheur de se couper un des doigts, sur quoi l'empereur son père donna un arrêt pour ordonner à tous ses sujets, sous peine de grièves peines, de casser leurs oeufs par le petit bout. Le peuple fut si irrité de cette loi, que nos historiens racontent qu'il y eut, à cette occasion, six révoltes, dans lesquelles un empereur perdit la vie et un autre la couronne...

.... On suppute que onze mille hommes ont, à différentes époques, aimé mieux souffrir la mort que de se soumettre à la loi de casser leurs oeufs par le petit bout. Plusieurs centaines de gros volumes ont été écrits sur cette matière; mais les livres des "gros-boutiens" ont été défendus depuis longtemps, et tout leur parti a été déclaré, par les lois, incapable de posséder des charges.

SWIFT

(Gulliver à Lilliput, ch. IV.)

"Les vieux partis sont morts": voilà ce que l'on entend dire tous les jours, et par une infinité de gens. Et quand tout le monde s'accorde à dire ainsi une même chose, il y a de grandes chances pour que cela soit bien près d'être vrai.

Notre antique système de politique à deux compartiments étanches, importés d'Angleterre, — "made in England", — a vécu. Même dans nos hautes sphères administratives fédérales, on répudie ce mode caduc de gérer la chose publique, et l'on aspire à trouver mieux. Mais ce quelque chose de mieux, on n'est même pas encore parvenu à en donner une définition satisfaisante.

On a bien trouvé un nom; on a lancé ces trois mots: national, libéral, conservateur. Et l'unionisme étant encore de mode, on a enlevé les virgules et on les a remplacées par des traits d'union. Ainsi, tout le monde devrait être d'accord. Mais comme nom, surtout comme nom de parti, c'est un peu long.

Nous avions pourtant assez souvent entendu dire qu'imiter l'Angleterre en tout c'était le commencement de la loyauté. Or, dans l'antique Albion, quand on a baptisé les deux grands partis politiques, on s'en est tenu, dans les deux cas, à des mots de quatre lettres chacun: on a désigné l'un des partis sous le nom de "whig", et l'autre sous le nom de "tory". Ici, en Canada, on s'est d'abord servi, abusivement, des mots: "libéral" et "conservateur", mais dans le langage ordinaire, on disait le plus souvent: "bleu" (quatre lettres), et "rouge" (cinq lettres), ce qui était se tenir dans la bonne tradition anglaise, et faire de l'impérialisme avant la lettre. Ce n'est que plusieurs années après l'établissement du gouvernement responsable, à une époque de dissensions et d'incertitude, — vers 1854, — que l'on eut pour la première fois l'idée de joindre par un trait-d'union les deux mots les plus longs qui servait à désigner

nos partis. Ce fut une grande trouvaille: ce mot double: "libéral-conservateur" signifiait tout ce que l'on voulait.... et rien du tout.

Si le nom de "national-libéral-conservateur" est un peu long, ce que l'on désigne par ces trois mots est tellement vaste que c'en est un peu vague. Ce que le grand chef du nouveau parti replâtré aimerait bien, c'est que sous les drapeaux d'un si vaste parti, tout le monde vînt se ranger. C'est bien là l'idée de derrière la tête du nouveau premier ministre, s'il faut prendre au sérieux ses récents discours. Mais il ne nous a pas encore dit par quel stratagème il fera s'accorder essemble les intérêts si divers et opposés d'une pareille macédoine de partisans.

Il n'est pas nécessaire de remonter bien haut dans notre histoire politique pour trouver la date où l'on commença à avoir des doutes sur l'excellence de cette théorie des deux partis uniques qu'on pourrait définir: le monde politique en deux compartiments... plus ou moins étanches.

Nul n'ignore que l'Union de 1840 — (avec un grand "U": la théorie de l'unionisme ne date pas seulement de la Grande Guerre), — formant du Haut-Canada et du Bas-Canada une seule province, avait été conclue dans le but de mater l'élément canadien-français de la province de Québec fauteur de la rébellion de 1837-38. Dans notre première assemblée législative, constituée sous l'empire de l'"Acte de Québec" de 1791, le parti tory était composé des Anglais (de la province de Québec), assimilateurs et dominateurs, formant une vaste bureaucratie, dirigée par le Gouverneur, qui se considérait lui-même comme un simple fonctionnaire du Ministère des Colonies, à Londres ("Downing Street"); tandis que le parti libéral, au contraire, était formé de l'immense majorité des Canadiens-Français qui luttaient pour conserver leur langue, leur religion, et leur place au soleil. Cette époque fut la

période héroïque de notre histoire parlementaire; dans cet heureux temps, il n'y avait pas d'erreur possible, un tory était un tory, et un libéral était un libéral.

Dans le premier ministère formé sous le régime de l'Union en 1840, le Haut-Canada, beaucoup moins peuplé que le Bas-Canada, était représenté par MM. Draper, Sullivan, Dunn, Harrison et Baldwin, — auxquels on adjoignit plus tard M. Killaly, (député de London), — tandis que le Bas-Canada n'était représenté que par MM. Ogden, Daly et Day. A remarquer, en passant, que dans ce ministère, il n'y avait qu'un seul catholique, M. Daly, (député de Mégantic), et pas un seul Canadien de langue française. Aujourd'hui, après quatre-vingts ans de gouvernement représentatif, et plus d'un demi-siècle du régime si riche en promesses de la Confédération, nous en sommes revenus à peu près à notre point de départ de 1840. Près de deux millions de Canadiens et Acadiens de langue française, formant le quart de la population totale du pays, sont représentés, dans le cabinet actuel, par un seul ministre; — un sénateur, innamovible et irresponsable.

Nous entendons dire tous les jours que l'histoire se répète: c'est un truisme. Les causes semblables produisant des effets analogues, notre vie politique donne le spectacle d'éternels recommencements. Les chefs politiques de 1840, comme ceux de 1867 (voire de 1917 et de 1920), crurent devoir se mettre dans de grands frais de camouflage. En ces temps difficiles, les "hommes du jour", les maîtres de l'administration sentirent le besoin de dissimuler leurs buts de guerre, et de louvoyer sous de fausses couleurs. L'idée leur vint de donner à leur parti un nom qui signifiait tout en général et rien en particulier, et d'élaborer des programmes grandioses et d'une telle envergure que le menu fretin de l'électorat en serait facilement la dupe.

Après la suspnsion de la constitution qui avait été nécessitée par la rébellion de 1837, — l'état de guerre ne pouvant toujours durer, — il fallut songer à rafistoler la charte de 1792, (appelée "Acte de Québec"). Le ministère Draper-Ogden (1840-42) se donnait comme un ministère d'union, — l'ironie était un peu forte, — ou de coalition, quand, en réalité, il était la résultante d'une vaste conspiration dans le but de noyer sous le nombre, asservir et assimiler l'élément français du Bas-Canada. M. Draper (député de Russell), et M. Ogden (député de Trois-Rivières), les chefs incontestés de l'administration, étaient de purs tories, les créatures de la haute bureaucratie dont le chef était le Gouverneur, — un pantin administratif dont les fonctionnaires de Downing Street faisaient aller les ficelles. — Deux ministres cependant, MM. Baldwin et Day, passaient pour professer des idées libérales.

L'histoire se répète, et je ne crains pas de le répéter. "Qu'allait-il faire dans cette galère?" . . . . pourrions-nous dire au sujet de l'hon. M. Baldwin qui avait consenti à faire partie de ce ministère Draper? Le souvenir de l'hon. Robert Baldwin, après tant d'années écoulées, est encore très cher à la mémoire des Canadiens de la province de Québec. Il est probable que, circonvenu par des faiseurs avides de se parer de son amitié, et d'utiliser à leur profit sa grande influence, il entra dans ce ministère ultra-tory comme, de nos jours, l'hon. M. Crerar fut induit à faire partie du ministère soi-disant unioniste de Sir R. Borden. Aussi, comme M. Crerar, M. Baldwin fut le premier à sortir du ministère Draper. Dès 1841, il donnait sa démission.

En 1842, l'hon. H. Lafontaine formait un premier ministère libéral en s'adjoignant l'hon. R. Baldwin. Mais par suite de divergences de vues avec le Gouverneur, (Sir Charles Bigot), encore trop puissant, M. Lafontaine crut de bonne politique de se retirer, en 1844, pour faire place à

un ministère Draper-Viger, — éphémère coalition et ridicule tentative de "cramponnage" administratif. Dès 1848, M. Lafontaine et M. Baldwin revenaient au pouvoir, et formaient leur grand ministère qui devait faire triompher d'une manière si éclatante les vrais principes du gouvernement responsable.

En 1853, après la retraite définitive de MM. Lafontaine et Baldwin, les affaires politiques du Canada-Uni retombèrent dans le plus lamentable chaos. C'est alors que l'on eut l'idée de la fameuse alliance de 1854 qui donna naissance au parti bleu de Macdonald et de Cartier. Le tory Sir Allan N. MacNab, héritier politique des Draper, des Ogden et des Sherwood, consentait, avec plus ou moins de sincérité, à mettre suffisamment d'eau dans son vin pour pouvoir s'unir aux libéraux modérés les plus influents du Bas-Canada, MM. Morin, Taché, Cartier, Chauveau, Chabot, Cauchon, Langevin, Chapais et autres, ne laissant dans l'opposition, alliés à quelques "cleargrits" de l'Ontario, les Dorion, les Papin, les Doutre, les Laberge, les Marchildon, etc., etc.... formant autour de M. Papineau, retour de France, un groupe que l'on a appelé la "Pléiade Rouge". Née d'un compromis qui était une cote mal taillée, cette alliance de 1854, comme toutes les autres manigances coalitionistes, fut présentée au public par ses auteurs à la fois comme un gage séduisant de bonne entente, et une promesse de bons procédés. Le grand parti que l'on prétendit former, que l'on décora du nom de "libéral-conservateur" était loin d'être aussi homogène que ses chefs le prétendaient. Comment pouvait-on être à la fois, tory, conservateur et libéral? On a beau se prétendre modéré, et même s'efforcer de l'être, il est impossible d'élaborer un programme honnête et sincère qui puisse donner satisfaction à tant de partisans divers? En l'espèce, il s'agissait de donner satisfaction aux tories dominateurs et assimilateurs, (ils furent toujours les mêmes),

sans trop froisser les patriotes français de la province de Québec, éternellement sacrifiés. Aussi, cette fameuse alliance de 1854, sur laquelle les bénévoles modérés de toutes nuances avaient fondé de si belles espérances, ne donna pas les résultats espérés.

Même l'arrivée au premier plan de notre scène politique d'un homme d'Etat de l'envergure de John-A. Macdonald ne put procurer au nouveau parti l'élément de stabilité que le pays tout entier réclamait à cette époque. En moins de douze ans, depuis la chute du ministère McNab-Morin, (plus tard McNab-Taché) jusqu'à la Confédération, on vit se succéder, très rapidement, les diverses combinaisons, unions ou coalitions suivantes:

Taché-J.-A. Macdonald, (1856).
J.-A. Macdonald-Cartier, (1857).
Brown-Dorion, (1858).
Cartier-J.-A. Macdonald, (1858).
J.-Sandfield McDonald-Sicotte, (1862).
J.-Sandfield McDonald-Dorion, (1863).
Taché-J.-A. Macdonald, (1864).
Taché-J.-A. Macdonald-Brown, (1854).
Belleau-J.-A. Macdonald, (1865).

"En trois ans, dit Louis-P. Turcotte — ("Le Canada "sous l'Union" p. 518) — quatre ministères différents "avaient été condamnés, et deux élections générales a-"vaient eu lieu sans rétablir l'harmonie. . . ." De si fréquents changements de ministère étaient une preuve que l'alliance ou l'union des tories mitigés et des libéraux transigeants avait fait faillite avec toutes les théories unionistes de cette époque.

Puisqu'il n'avait pas suffi de joindre les Anglais de l'Ontario à ceux de la province de Québec pour assimiler ou annihiler l'élément français, on eut l'idée d'une vaste Con-

fédération, qui unirait aux vieilles provinces, les provinces Maritimes et l'Ouest immense. C'était là une idée absolument conservatrice, et la majorité des politiciens de langue française de tout le Canada fut la dupe de ses alliés.

La Confédération a été la grande oeuvre de John-A. Macdonald qui y trouva l'occasion de faire triompher ses idées et de faire valoir sa manière de gouverner qui était la manière forte. Dans l'"Union des deux Canadas", publié en 1898, par le sénateur L.-O. David, nous lisons (p. 291) que Cartier écrivit un jour à un ami: "Défiez-vous de Sir John-A. Macdonald". Par beaucoup de gens, cette parole de Cartier a été considérée plutôt du domaine de la légende que de celui de l'histoire.

Le projet de la Confédération, sitôt qu'il fut lancé, rencontra beaucoup d'opposition. Tous les démocrates, — (voire même un conservateur: Henri-Elzéar Taschereau, député de Beauce) — sous la direction de l'hon. A.-A. Dorion, ainsi que l'immense majorité de la brillante jeunesse de l'époque, s'opposèrent à la Confédération. On dit même qu'Honoré Mercier, étoile déjà brillante à notre horizon politique, trouva dans son opposition à ce vaste projet, l'orientation première qui devait le conduire vers un avenir si brillant.

Le grand ministère Macdonald formé pour inaugurer la Confédération, n'était pas aussi homogène qu'on se l'imagine communément de nos jours. C'était un ministère de coalition comme nous en avons tant eu. A chacune des époques critiques de notre histoire parlementaire, les chefs conservateurs, pour imposer leur domination, eurent l'idée de tendre à ceux qu'ils voulaient asservir une branche d'olivier. Mais sous cette branche d'olivier il y eut toujours, — et assez mal dissimulée — une férule. Des mains des Draper, des MacNab, des Macdonald, cette féru-

le était passée aux mains de Sir R. Borden qui vient de la remettre à M. Meighen. L'incendie du parlement d'Ottawa en 1916, comme la grillade de celui de Montréal en 1849. avait fait disparaître l'antique masse d'armes; cette masse d'armes n'était qu'un "instrumentum regni" en métal doré mais périssable, tandis que la férule sous la branche d'olivier des ministres tories est éternelle puisque c'est un mythe.

Au sujet de la composition du Grand ministère Macdonald en 1867, soi-disant libéral-conservateur, je citerai quelques lignes de l'"Histoire populaire du Canada" de J. Castell Hopkins (traduction B. Sulte). — "Plusieurs de "ces membres (du cabinet Macdonald), J.-A. Macdonald, "Galt, Cartier, Campbell, Langevin, Chapais et Kenny "étaient des conservateurs, tandis que MM. MacDougall, "Tilley, Mitchell, Howland, Archibald et Ferguson Blair "avaient été libéraux sous des conditions antérieures dans "leurs provinces. De fait, plusieurs de ces messieurs "continuèrent pendant un certain temps à s'appeler libé-"raux et à considérer leur ministère comme un cabinet de "coalition. (Edition de 1900 p. 438). Mais Sir John-A. Macdonald était à la fois trop habile et trop autoritaire pour ne pas réussir en peu de temps à faire de ses ministres et de tous ses partisans de bons bleus. Et c'est ainsi qu'on les a toujours considérés depuis.

Enfin, Sir Wilfrid Laurier vint. Dans les innombrables discours qu'il a prononcés au cours de sa carrière politique assez longue, il n'a jamais manqué une occasion d'exprimer sa très sincère et profonde admiration pour les grands hommes du parlementarisme anglais, — les "whigs" préférablement, — depuis W. Pitt jusqu'à W. Gladstone. Et l'on sait que chez les politiciens anglais de toutes les écoles, les tiers partis ont toujours été assez mal vus. Depuis bon nombre d'années déjà, les Irlandais d'une part, les "travaillistes" d'autre part, fi-

rent un effort considérable pour revendiquer leurs droits. Ils furent d'abord considérés comme de simples rebelles, des outlaws, par les chefs de partis. et définitivement. les Irlandais furent classés parmi les "irréductibles". tandis que les "travaillistes" estimèrent avoir gagné leur point en faisant entrer dans le cabinet un de leurs représentants. On considéra comme une grande victoire socialiste l'entrée, — décembre 1905, c'est une date, — du très honorable John Burns dans le ministère Campbell-Bannerman. Il faut se hâter de dire cependant que le dit très honorable John Burns passa sur le banc de la correctionnelle de Old Bailey d'où on l'envoya à la géôle de Pentonville pour y méditer sur les hauts et les bas de la grande politique, avant d'être invité, dix-huit ans plus tard, à aller s'asseoir au banc des ministres.

Chez les ouvriers du dernier bateau on estime que John Burns et ceux qui l'ont suivi et imité ont un peu trop pratiqué cette philosophie qui consiste à se contenter de peu. Le vingtième siècle où nous vivons réclamait quelque chose de mieux, et l'on a vu, depuis la nomination du très honorable John Burns comme "président de l'Office du gouvernement local" (Larousse), l'avènement d'un ministère ouvrier en Australie, et de nos jours, en Ontario, la formation du premier ministère "fermier", le ministère Drury. — 1919. — *une grande date.* Dans la vieille Angleterre traditionaliste, ("ye old England") on se voile la face à la vue de ces innovations trop coloniales. Les chefs politiques les plus avisés de ce pays "étrange et suranné", comme dit l'autre (Théodore de Banville) croient encore que le remède à leurs maux présents et futurs serait de faire entrer dans le parti whig un certain nombre de représentants des "travaillistes", des Irlandais protestants de l'Ulster, et des Irlandais catholiques, pen-

dant que le parti tory ferait exactement la même chose. Le seul énoncé d'une pareille situation politique en démontre la ridicule absurdité.

Dans un grand discours prononcé en Angleterre, Sir Wilfrid avait dit, un jour, qu'il était: "Britisher to the core". On lui a assez reproché cette parole, — avec sa médaille du Cobden Club, — probablement parce qu'elle fut prononcée à l'époque où s'élaborait, à Londres, le vaste projet de notre participation à la marine impérialiste, et à toutes les autres manigances de l'impérialisme militarisant. Il serait plus juste pour la mémoire du grand homme de dire qu'il prononça ces paroles seulement pour témoigner de sa grande admiration pour le parlementarisme anglais. Deux grands partis conduits par des chefs honnêtes et expérimentés, administrant tour à tour la chose publique, sous l'oeil vigilant d'une opposition bien intentionnée, rivalisant de zèle éclairé et faisant preuve d'une loyale émulation pour assurer le bien du peuple, voilà l'idéal rêvé par Sir Wilfrid, et il croyait, avec tout l'optimisme de Candide, l'avoir trouvé chez le peuple anglais. Seulement, la rigueur des temps, les problèmes sociaux épineux, et surtout l'intrusion néfaste de l'HOMME D'AFFAIRES dans les hautes sphères, — et la basse cuisine des partis, — ont irrémédiablement gâté le parfait idéal lauriériste.

Ce régime de politique en deux compartiments est de tradition dans le monde anglo-saxon: les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et quelques-unes de ses plus importantes colonies. Mais dans l'Europe continentale, et même en Chine et au Japon, la politique de groupes et de sous-groupes a toujours prévalu. Parce que ce système a eu, en somme, quelques bons résltats dans le monde anglo-saxon, cela ne veut pas dire que c'est la perfection même, et que tous les autres pays du monde ont été mal gouvernés.

Je crois que l'on n'est pas encore parvenu à trouver une solution définitive au grand problème de l'organisation des partis: est-ce que ce sont les chefs qui font les partis, ou si ce sont les partisans qui doivent se choisir des chefs? Voilà..... Le pouvoir doit-il émaner d'en haut ou venir d'en bas?.... C'est le hic!... Pour ma part, j'oserais dire, sauf erreur, que laisser à la multitude l'initiative de se choisir des chefs est une pratique tout à fait logique: c'est du soviétisme le plus rationnel et du plus excellent bolchévisme. Ces gros mots ne me font pas peur; ils ont, provisoirement, un sens péjoratif, mais on s'y fera. Il y a cent trente ans, environ, le mot républicain suggérait l'idée d'un formidable croquemitaine social, et cependant Léon XIII, le plus avisé des grands papes, conseilla un jour aux Français bien pensants de se rallier à la République..

Ce n'est pas approuver les atrocités du bolchévisme que de croire à sa mission possible et salutaire. Qui sait s'il n'y a pas, dans son évangile, ce petit grain de sénevé de justice et de piété qui lui permettra, un jour, de remuer les peuples? Les horreurs de l'Inquisition, la "grillade" de Jeanne d'Arc, qu'un évêque catholique et un cardinal se sont donnée en spectacle, et beaucoup d'autres *et coetera* n'ont pas diminué le christianisme, et monsieur Homais lui-même se plaît à reconnaître que "le christianisme apporta au monde une morale..." (Flaubert — "Madame Bovary"). Le bolchévisme humanisé, mieux avisé et plus tolérant nous apportera peut-être le mode ou la formule idéale de gouvernement qui permettra à l'homme des champs, à l'artisan et au petit salarié de lancer la pierre au front du Goliath hideux de la ploutocratie et de le terrasser. La révolte de l'écorché était une de ces éventualités que les moins avisés pouvaient prévoir. Le jour devait venir fatalement où les membres les plus utiles de la société, les producteurs, relèveraient la tête et

revendiqueraient avec une suprême énergie leurs droits. Le bolchévisme est à nos portes: il demande audience, et il ne sera pas bon de lui faire faire antichambre trop longtemps.

On nous a beaucoup parlé et on nous parle encore des classes dirigeantes. Quelles sont ces classes dirigeantes? Et quelles sont, surtout, les classes qui ne peuvent pas être dirigeantes? Affirmer qu'il existe des classes dirigeantes, c'est affirmer, comme corollaire, qu'il y a des classes qui doivent nécessairement être dirigées. C'est décréter qu'il y a et qu'il devra toujours y avoir des parias et qu'on rangera parmi ces parias, ceux qui n'ont pas d'instruction, ou ceux qui n'ont pas pignon sur rue dans les villes, ou ceux qui n'ont pas de rentes sur l'Etat, ou ceux qui n'ont pas de parts de chemin de fer, de débentures de corporations industrielles, etc., mais pour tout partage la seule vigueur de leurs bras et la force de leur volonté pour lutter contre les difficultés du présent et parer aux aléas de l'avenir. Malheureusement pour notre pays, ceux qui, par leur éducation, leur état de fortune, ou leur habileté dans le négoce ou l'intrigue ont fait partie de ces classes soi-disant dirigeantes se sont montrés tellement égoïstes, et ont fait payer si cher les quelques services qu'ils ont pu rendre à la communauté, que la masse du peuple les a en horreur. Le règne des affameurs, des mercantis, des capitalistes et des trustards est bien fini. (Et notre Sir Lomer Gouin, pour un, qui vient de faire son "hara-kiri" politique, a prouvé qu'il avait très bon nez).

Nous sommes à un tournant de notre histoire politique: cette constatation a déjà été faite en plusieurs circonstances, mais il est plus à propos que jamais de la refaire encore une fois. C'est un fait nouveau dans notre politique: en trois ans, ou à peu près, trois nouveaux chefs ont surgi. (Et je ne compte pas l'hon. M. Drury, pour ne pas

sortir du domaine de la politique fédérale). L'un, l'hon. M. Crerar, fondateur du parti, pour ainsi dire, est parvenu au premier rang, poussé par voeu spontané, unanime et tacite de tous ses partisans; l'autre, l'hon. M. King, a été choisi par les grandes assises de son parti spécialement convoquées dans ce but; et le dernier, le plus important par ses fonctions actuelles. a été désigné "par décrèt nominatif" de son prédécesseur avec l'assentiment présumé unanime de ses partisans. Ça nous mènerait trop loin d'examiner laquelle de ces trois manières de se donner un chef est la préférable. Il peut bien se faire que toutes les trois soient également aptes à faire surgir le meilleur homme. Dans tous les cas nous ne serons pas tentés, dans l'espace, d'aller demander des conseils à nos amis les Américains. Ils viennent de donner au monde le spectacle peu édifiant de deux pandemonium de "money mongers" qui. après des jours et des nuits d'abject marchandage, ont fini par éliminer toutes les personnalités marquantes, et se contenter du plus inoffensif des "pis-aller". Leur "pow-wow" gigantesque et tapageur a dégénéré en une vulgaire foire au "dark horse".

Dans le monde anglo-saxon, l'idéal semble donc avoir été, pour les chefs de partis, d'enrégimenter leurs partisans en deux clans absolument semblables, et se faisant vis-à-vis comme les pièces d'un jeu d'échecs. Dans chaque camp, il y a eu en nombre égal, roi, chevaliers et fous: c'est-à-dire des grands seigneurs, des profiteurs et des dupes.

Alors chacun des partis est devenu une manière de microcosme identiquement organisé et composé d'éléments semblables. Comme disait l'immortel Swift, si, dans le parti des "gros-boutiens", on observe qu'il y a un grand nombre d'agriculteurs, on s'efforce de faire entrer dans le parti des "petits-boutiens" un égal nombre, au moins, de

paysans, et ainsi de suite. Chacun des deux partis se compose d'un égal nombre, à peu près, d'"agrariens", d'artisans, de négociants, de manufacturiers, de médecins, de notaires, d'avocats, voire, de membres du clergé (eux-mêmes furent quelque peu divisés), et les hommes d'affaires, les financiers véreux, les agioteurs de tout acabit se sont faufilés dans les rangs des bataillons, avec ou sans invitation, pour y opérer non pas au profit de la communauté, ou au profit du parti, mais pour leur propre et exclusif profit à eux.

Parce que ça se fait comme cela en Angleterre, ce n'est pas une raison. Là, on a pu voir des whigs grands seigneurs en possession, depuis des générations, d'innombrables quartiers de noblesse, faire partie d'un ministère Gladstone, le "grand old man", qui n'était pas même "ciré" (ou "siré") ; tandis que le parti tory, sous la direction de l'aristocrate Salisbury, marquis authentique, subissait l'influence plus ou moins occulte, mais néfaste, de Joe Chamberlain, manufacturier d'écrous, très cossu, ex-radical, transfuge et impérialiste. L'illogisme et l'absurdité de cette situation se manifesta un jour d'une manière éclatante, lorsqu'on laissa par mégarde, — mégarde qui était une bévue, — le manteau de Gladstone tomber sur les épaules de Lord Rosebery, grand seigneur de vieille souche, allié des Rothschild, philanthrope à ses heures, mais ploutocrate, et aussi impérialisant que Chamberlain, Cecil Rhodes, Lord Milner, etc.

Sans remonter trop haut dans l'histoire du parlementarisme anglais, nous pouvons observer que Gladstone, qui, au cours de son très long règne, forma quatre ministères, — (un record) — fit entrer dans chacun de ces cabinets, des aristocrates de la chambre des Lords, en même temps que des représentants de presque toutes les classes de la société. Cependant, nous croyons que c'est

à Campbell-Bannerman, son deuxième successeur, que revient l'honneur d'avoir fait asseoir au banc des ministres, le premier ouvrier, John Burns. Et son adversaire, Lord Salisbury, comme Derby et Disraëli d'ailleurs, en fit autant, bien aise de trouver son bâton de vieillesse politique dans la personne de Joe Chamberlain.

On a assez dit que le peuple anglais est, de tous les peuples de la terre, celui qui sait le mieux se gouverner. Malheureusement, ce n'est pas tout à fait aussi beau que cela, et pour s'en convaincre, il n'est pas besoin de rappeler des faits historiques lointains comme le Long parlement, la "décollation" de Charles I, et les farces lugubres du premier Cromwell. La meilleure part de notre expérience est faite de nos malheurs. Ainsi pour les peuples; et les politiciens anglais, se rappelant la sombre époque de Cromwell, s'efforcèrent d'évoluer vers la démocratie avec le moins de heurt possible. Mais aujourd'hui, parodiant légèrement le mot fameux du visionnaire d'Elseneur, nous pourrions dire: "There is something rotten in Albion". Nous y voyons le spectacle d'une ploutocratie rapace, maîtresse des deux partis politiques, qui abuse de sa force pour pressurer les classes laborieuses. La plaie abjecte du paupérisme, qui s'étale dans les grandes et les petites villes, est la honte et la réprobation de la haute aristocratie jouisseuse et égoïste.

Et que dire de la vénalité qui est une autre plaie de la grande politique anglaise? Un seul exemple, mais caractéristique: un brigand, un simple "colonial", qui avait empoché des millions en brassant une sale affaire de ciment, — Max Aitkins, de son ex-petit nom, — débarque un jour en Angleterre, pays de boutiquiers, où l'on brocante de tout, acquiert un siège à la Chambre des Lords, se fait appeler Lord Beaverbrook gros comme le bras, et définitivement, entre dans le Conseil privé de Sa Majesté, comme on entre dans un moulin. Il est vrai que le noble lord ne

fut pas très longtemps ministre imperial: à la faveur d'une petite maladie plus ou moins diplomatique, on le bouta hors du cabinet sans plus de façon qu'on l'y avait laissé entrer. Pour se donner un peu d'influence, notre chevalier de haute industrie, a fait son petit Northcliff, il a acheté quelques journaux, chat en poche, avec le "good will", les immeubles, le matériel, la conscience et les convictions des rédacteurs, la bonne volonté des lecteurs, etc., etc. Et le voilà qui remplit le monde anglo-saxon du bruit de sa haute renommée en faisant résonner ses millions au fond de sa grosse caisse.

Un jour, certain membre de la Chambre des Lords, à qui il restait un soupçon de décence, et un tant soit peu le sens du ridicule, — était-il Celte, Picte, ou Gallois? — interpella le ministère pour protester contre cette vénalité des charges publiques qui déshonore la politique anglaise. Il lui fut répondu, officiellement, que si l'on n'avait aucun titre à offrir pour encourager les âmes généreuses, et récompenser leur digne émulation, on priverait la nation d'innombrables et plantureux bénéfices. Cette réponse, c'était l'Hypocrisie chaperonnant la Vénalité.

Après ce très long préambule historique j'aborderai la question si importante des programmes politiques. De tout temps, dire à un chef de parti comme au dernier de ses partisans qu'il n'avait pas de programme c'était l'injurier. Pour être pris au sérieux dans toute discussion politique, il faut avoir un programme, ou appartenir à un parti qui en a un.

Mais élaborer un programme, voilà la grande difficulté pour les chefs de partis comme ils sont actuellement constitués. Si chez les "gros-boutiens" de nos jours, on adopte un programme qui favorise un petit nombre de privilégiés, — disons les hommes d'affaires, — il les favorisera au détriment de la masse. Pour les groupes comme

pour les individus, une faveur faite à l'un l'est presque toujours au prix d'une injustice faite à un autre ou à plusieurs autres. Le programme d'un grand parti est nécessairement une manière de cote mal taillée, et en pratique, un misérable petit jeu de perpétuelle duperie. Chez le menu frétin du parti, chacun est à se demander si c'est la classe sociale à laquelle il appartient qui finira par être la dupe de personnages plus agissants ou simplement plus chanceux. Généralement, ce sont les petites gens qui écopent. — Et dans le camp adverse, chez les "petits-boutiens", si c'est le contraire sous le rapport de la couleur du drapeau, c'est absolument la même chose sous tous les autres rapports.

Pratiquement, il en résulte que le peuple se désintéresse des questions vitales concernant ses plus chers intérêts. La sagesse des nations, dans l'expression lapidaire de ses intimes sentiments, nous a dotés de ces deux proverbes politiques brutalement vrais pour notre malheur: "Plus ça change, plus c'est la même chose", et: "la politique, c'est: ôte-toi de là que je m'y mette." Comme corollaire, on en est venu à croire que ceux qui, à l'époque des élections, recherchent la faveur d'un mandat populaire le font dans leur intérêt personnel exclusivement, et qu'ils sont disposés à payer les avantages désirés le prix que ça vaut en bonne monnaie courante. L'électeur en général, et l'électeur rural en particulier, apathique et peu intéressé en ce sens qu'il se considère roulé d'avance, ne se donne pas la peine d'aller voter à moins qu'il n'en soit fortement sollicité par un parent ou un ami plus intéressé que lui, — s'il ne lui arrive de voter pour une considération pécuniaire cyniquement offerte et acceptée. De là la nécessité, pour les grands partis, d'avoir une caisse électorale, et de recourir aux profiteurs, aux "money-mongers" que le programme du parti favorise, pour l'alimenter. Le cercle est extrêmement vicieux.

Je me suis laissé dire que vers 1878, Sir John-A. Macdonald, ayant sérieusement étudié la question fiscale, en vint à la conclusion qu'il pouvait jouer la situation à pile ou face: que si ses adversaires choisissaient le libre-échange, il choisirait la protection, et vice versa, qu'au fond, c'était kif kif. Un beau matin, il opta définitivement pour la protection. Y eut-il à cette époque, une grande convention de tout le parti conservateur, ou libéral-conservateur, convoquée par le grand chef dans le but de faire ratifier le programme élaboré par lui-même, et probablement avec l'aide de quelques intimes?

Si semblable convention eut lieu, voici comment les choses ont dû se passer: les principaux orateurs du parti ont fait de beaux grands discours pour vanter les grands avantages du nouveau programme. Il y eut beaucoup d'applaudissements, surtout dans le groupe des manufacturiers et des grands financiers. Mais sur les bancs éloignés, aux quatre coins de la salle l'enthousiasme ne fut pas aussi bruyant. Des binettes un peu ahuries s'interrogèrent de l'oeil pour se demander s'il n'y avait pas quelqu'un de dupe dans cette affaire.

On allait lever la séance et aller se préparer pour le banquet du soir, quand, au fond de la salle, un quidam, qui n'avait pas été invité à parler, se lève et se met à "poser" des remarques désobligeantes, et à faire des questions indiscrètes. Très bref, il se contente de dire que les grands parleurs ont toujours été des petits faiseurs, et les grands prometteurs de petits donneurs. Ce discours, un peu court, ne produit pas grand effet, mais à l'autre bout de la salle, un autre inconnu se lève. Celui-là, coiffé d'une tuque de laine, et vêtu d'une longue bougrine, attire tous les regards et fait beaucoup d'effet avant d'avoir sonné mot. C'est le classique "Paysan du Danube" faisant irruption dans le Sénat romain. Il se plante sur un banc et dit:

"J'ai bien compris tout votre système, malgré tous les beaux mots de "târmes" que vous avez fourrés dans votre discours. Votre protection, vos manufactures et tout le tremblement, ça va surtout servir à manufacturer des millionnaires. Vous prétendez que votre industrie va donner de l'ouvrage à des milliers d'ouvriers? Comment se fait-il que mon ami l'ouvrier, qui vient justement de dire quelques mots avant moi, vous trouve si peu généreux, vous, messieurs les capitalistes?... L'ouvrier, mes amis, c'est un peu votre associé: vous avez besoin de lui tout au moins autant qu'il a besoin de vous. Alors, ne soyez donc pas si "chien" et payez-le donc. Mais si vous voulez en connaître un, messieurs les capitalistes, qui est bien indépendant de vous autres, c'est moi l'habitant. Il me serait assez facile de me "r'accoutumer" à vivre comme on vivait chez nous du temps de mon défunt grand'-père; cultiver mon "bien" pour moi tout seul, manger du bon pain de blé et de la bonne soupe au pois, m'habiller de bonne étoffe du pays, porter des bottes sauvages, et rien acheter chez les marchands pour pas payer de votre taxe. Qu'est-ce que vous diriez de cette politique, messieurs les industriels? Après cinq ans de ce régime, votre peau vaudrait pas la peine d'être tannée, et ce qu'il y aurait dedans ne ferait pas une bonne "façon" de savon. J'ajouterai en passant que si nous avons vendu notre beurre, notre fromage, notre sucre d'érable et notre bois un bon prix, c'est pas à cause de votre protection, mais parce qu'il y a beaucoup de monde en Angleterre et aux Etats-Unis. Y a pas besoin d'être un phénix et d'avoir été "poussé aux études" pour comprendre ça. Vous vous êtes vantés également de nous avoir prêté de l'argent pour faire des beaux chemins dans nos campagnes. Nous vous en remercions, notre argent aurait pu être beaucoup plus mal employé. Cependant c't'argent-là, le gouvernement se l'est pas sorti de dans la viande, mais il nous l'a soutiré en douceur sous

prétexte de taxes, — attendu que tout argent est produit par le travail de ceux qui travaillent. Maintenant le gouvernement nous reprête notre argent pour nous faire travailler à nos chemins, et il faudra plus tard le lui rendre. Le troisième point de mon discours, c'est que dans les prochaines élections, si vous et vos pareils nous envoyez des blancs-becs nous débiter des beaux discours pour nous faire accepter la taxe sur les faulx, les pelles et les pioches que nous achetons aux "Etats", nous leur entrerons le manche de notre broc quelque part. Avez-vous compris?..."

Les politiciens qui entourent le grand chef sont devenus livides. Personne ne dit mot, mais tout le monde pense: "Si c't'animal et tous les autres "bottes sauvages" du pays allaient s'aviser de faire comme il dit!"... Le plus retors des politiciens, un ministre ayant la langue bien pendue, se lève et dit: "Mes bons amis, ne vous vexez pas. Il est vrai que le haut commerce et la grande industrie sont ce qu'il y a de mieux pour faire profiter nos capitaux, mais vous, les producteurs, en profitez bien aussi un petit peu, indirectement. J'irai plus loin: j'admettrai que nous les capitalistes, nous avons récolté un petit peu plus, et vous, les producteurs un petit peu moins que nous eussions dû, réciproquement. Quand il s'agit des finances de toute une nation, de tant et tant de millions en peu, il est bien difficile, dans la répartition des profits, de tomber juste du premier coup, mathématiquement. Alors, voici ce que je vous propose: nous les capitalistes, nous sommes décidés de mettre de côté une part, — je dis une partie: nous avons bien gagné quelque chose; tant de veilles, tant de soucis, ont bien leur prix... Donc, nous mettons de côté une part de nos profits, pour en faire un fonds commun considérable. Lors des élections, nous confions cet argent à des amis honnêtes et fiables qui iront dans vos campagnes. Ils vous demanderont combien, de-

puis que la protection existe, vous avez payé de taxes que vous n'eussiez pas payées si la protection n'avait jamais existé, et l'argent que vous avez payé de trop vous sera remis. C'est simple et pratique. Je sais bien que des esprits obtus et timorés vont lâcher le grand mot de corruption électorale. Si ceux-là ont un système plus équitable à nous proposer, nous sommes prêts à entendre et à discuter tout projet honnête. Comme je viens de vous le dire, lorsqu'il s'agit d'établir une honnête et équitable répartition de la richesse chez un grand peuple, il est à peu près impossible de tomber juste du premier coup. Mais nous qui avons eu un peu trop, nous offrons de partager avec vous qui avez eu trop peu. Nous offrons une seconde répartition des avantages pour corriger les erreurs de la première, erreurs involontaires et inévitables. Nous espérons que vous aurez assez d'esprit public, de civisme et de patriotisme pour estimer à sa juste valeur l'honnêteté de notre proposition, et surtout notre bonne volonté."

En 1893, Sir Wilfrid Laurier convoqua une grande convention du parti libéral. Un programme très élaboré fut adopté après d'assez longues discussions. Les principaux articles de ce programme consistaient en deux promesses: faire un règlement équitable de la très épineuse question des Ecoles du Manitoba, et opérer un ramaniement du tarif pour favoriser un peu plus le consommateur. Pendant toute la campagne électorale de 1896, Sir Wilfrid dénonça la politique de haute protection, mais il ne s'engagea jamais à établir le libre-échange dans le pays. Arrivé au pouvoir, il remania le tarif. Mais parmi ses partisans, il y en eut qui trouvèrent qu'il avait été trop loin, tandis que d'autres disaient qu'il n'avait pas rempli ses promesses. Si bien qu'en 1911, lorsqu'il fut question de réciprocité avec les Etats-Unis, les financiers en général, et les manufacturiers de l'Ontario en particulier, prirent peur et se saignèrent à blanc pour renverser Sir Wilfrid et ramener les conservateurs au pouvoir.

Sir Robert Borden, devenu premier ministre en 1911, ne crut devoir mieux exprimer sa reconnaissance envers ses amis qu'en disant: "C'est la voix de Toronto qui gouvernera le Dominion"! Et il fit de Sir Thomas White son grand argentier. On a dit que Sir Thomas White était un transfuge, qu'il avait été plus ou moins libéral jusqu'aux environs de 1911. Nous croyons qu'il était plutôt financier. Le financier politiqueur est le plus féroce des opportunistes.

Mais en 1919, le grand argentier Sir T. White, et son chef Sir Robert, tombèrent tous deux malades: comme il arrive à nombre de politiciens, leur maladie était à la fois physique et politique, et ils ne s'en relevèrent jamais. Les plus grands médecins du pays, appelés en consultation, déclarèrent que le microbe de cette maladie était un vibrion des plus nocifs, un microbe nouveau, le "Drurycoccus". Le succès foudroyant des fermiers-unis lors des dernières élections provinciales de l'Ontario avait empêché ces messieurs de dormir pendant de si longues nuits, qu'ils en étaient demeurés fourbus.

Je terminerai par une manière d'apologue. Un jour, le chef des "gros-boutiens" — (d'une grande colonie anglaise) — rencontre le chef des "petits-boutiens" dans la rotonde d'un grand hôtel de la capitale. Il l'entraîne dans l'embrasure d'une fenêtre, et lui tient à peu près ce langage: "Je suis "gros-boutien", je suis né "gros-boutien" et j'entends le demeurer toujours. Je regrette beaucoup de voir tous les jours quelques-uns de mes partisans me lâcher, et les quelques fidèles amis qui me restent se chamailler sans cesse. Enfin, je suis un homme coulé. Il est inutile de continuer plus longtemps nos petites luttes de parti pour nous donner en spectacle à cette collection de "mal-peignés" et de "mal-bottés" qu'on appelle le gros public ou plus pompeusement l'élec-

torat. Au reste, il y a déjà beau temps que, dans le bas peuple on sait que nos chicanes de parti ne sont qu'une frime, qu'au fond, nous nous entendons très bien, pour arranger nos petites affaires en hommes d'affaires. Soyons de bon compte: laissez-moi aller en paix au bout de ma corde, c'est-à-dire à peu près au terme de mon mandat, et sur mon honneur d'homme d'affaires, je vous promets deux choses: D'abord, je m'engage à ne faire qu'une seule session avant de faire des élections. De plus, avant, durant et après ladite session, je vous promets de faire des extravagances si énormes et de dire des bêtises si révoltantes que vous êtes sûr de prendre le pouvoir, avant un an. Pensez-y jeune homme, devenir premier ministre à votre âge, c'est très beau. Mais entre hommes d'affaires que nous sommes, c'est toujours donnant donnant, et en retour de mes si bons offices, vous me promettrez, sur votre honneur d'homme d'affaires toujours, que pendant les cinq années que vous serez au pouvoir, vous ferez assez de bévues, vous direz assez de platitudes dans vos discours, et vous laisserez dilapider le trésor dans de telles proportions, que mon retour au pouvoir deviendra inévitable au bout des cinq années que je veux bien vous allouer. Enfin, si nous venons à mourir, si nous tombons malades, ou si la politique vient à nous dégoûter, nous recommanderons bien à nos successeurs de nous imiter." "Tope là, dit l'autre, voilà ce qui s'appelle parler! Disons donc ensemble comme ce défunt grand homme de la province de Québec, un jour de Saint-Jean-Baptiste: *"Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous"!* (Mercier). Le voilà enfin trouvé le fin mot de l'unionisme!

Et les choses allaient très bien. Après la mémorable entrevue des grands chefs, chaque lustre amenait un changement de gouvernement. Les politiciens se la coulaient douce, et aucun d'eux ne voyait ses cheveux blanchir ou tomber par suite de l'inquiétude ou de surmenage. Mais

après un demi-siècle de ce régime, ce que l'on est convenu d'appeler les classes dirigeantes constataient avec stupeur que la révolution grondait dans les bas-fonds de la société, que les habitants de la campagne ne pouvaient plus "sentir" les politiciens des villes, que les salariés de tout poil étaient perpétuellement en grève, tandis que les brasseurs d'affaires, les mercantis, les profiteurs de tout acabit, regorgeaient d'écus et de banknotes, mais grognaient de leur côté, en constatant, —sans pouvoir trop se l'expliquer, — que la puissance d'achat, la valeur relative de leur argent, si facilement acquis, diminuait de jour en jour.

Le ridicule de la situation politique décrite au cours de l'apologue ci-haut saute aux yeux. Cependant c'est ce que feraient pratiquement les hommes d'affaires si on leur laissait, à eux tout seuls, l'administration de la chose publique. Par exemple, le jeudi de telle semaine, le premier ministre, entouré de tous ses collègues, siège dans la salle du conseil privé pendant que le chef de l'opposition tient un petit caucus d'intimes dans ses appartements également privés. De côté et d'autre, on fourbit des armes pour une lutte gigantesque et suprême qui doit se livrer dans quelques jours dans l'enceinte du parlement, et quelques mois plus tard, devant le peuple, au cours d'une lutte électorale. Le samedi suivant, tous ces bouillants adversaires, qui avaient délibéré en camps retranchés à Ottawa, au milieu de la semaine, se retrouvent à Toronto ou à Montréal, réunis autour du tapis vert du bureau de direction du C. P. R., de la Banque de Montréal, du "trust" de l'acier, du "trust" du ciment, de tous les "trusts" imaginables. Là, les féroces lutteurs d'avant-hier sont mués en gais compagnons qui s'entendent — c'est bien le cas de le dire, — comme larrons en foire.

C'est un axiome très connu qu'en affaires, il n'y a pas et il ne doit pas y avoir de question de sentiment. C'est le "struggle for life" dans l'acception la plus brutale du mot.

La manière caractéristique dont un groupe de financiers assemblés traite des affaires publiques ressemble assez à celle de ce conseil des ministres d'Espagne lorsque Ruy Blas, faisant irruption au milieu d'eux, leur lança l'apostrophe bien connue:

"Bon appétit, messieurs!
O ministres intègres!
"Conseillers vertueux! voilà votre façon
"De servir, serviteurs qui pillez la maison!.....
(Hugo, Ruy Blas, Acte III, sc. 2)

Il n'est pas de pires admirateurs de la chose publique que des millionnaires mesquins, et des gens qui ont déjà beaucoup d'argent et rêvent d'en avoir encore beaucoup plus. Pour caractériser, illustrer, et en même temps condamner l'intrusion des faiseurs de la haute finance dans l'administration de la chose publique, je ferai, des titres de deux comédies du répertoire contemporain — (une de E. Fabre, et l'autre de O. Mirbeau) — un proverbe se lisant comme suit: VENTRES DORES: MAUVAIS BERGERS.

Comme fin finale je me permettrai de rappeler le mot de l'abbé Sieyès prononcé au début de la Révolution, au sujet du tiers-état, et de l'appliquer à nos agriculteurs (et aux autres producteurs qui n'habitent pas les villes): "Qu'ont-ils été jusqu'à aujourd'hui: Rien! — Que devront-ils être? — TOUT."

ANATOLE